

NOUVEL HAY MAGAZINE

SANS FRONTIÈRES

François-Xavier Bellamy au micro de Patrick Roger sur Sud Radio de retour d'Arménie



[François-Xavier Bellamy](#), Député européen [Les Républicains](#), était l'invité ce matin de Patrick Roger dans le petit déjeuner politique. Cinq sujets majeurs ont été évoqués durant cet interview parmi lesquels la vaccination en France, les élections départementales et régionales, l'alternative Les Républicains pour l'élection présidentielle en 2022, l'humiliation subie par Ursula Von Der Leyen en Turquie, les vrais enjeux telle que l'absence de l'Europe pendant la guerre subie

par la Turquie et l'Azerbaïdjan contre l'Arménie ainsi que la destruction du patrimoine culturelle arménien et les restaurants clandestins.

En essayant de faire prendre conscience à Patrick Roger des vrais enjeux, François-Xavier Bellamy prend un peu de recul sur l'année écoulée :

"Pendant l'année écoulée, la Turquie a violé l'embargo sur les armes en Lybie, elle a envahi la Syrie et elle a tiré sur les kurdes qui nous avait aidé à vaincre l'Etat Islamique, elle a envahi l'Arménie avec l'Azerbaïdjan et elle s'est rendue, dans cette opération, coupable ou complice de crimes de guerre qui durent encore aujourd'hui. Elle a violé la souveraineté de la Grèce, sa souveraineté aérienne et son espace maritime. Elle a menacé à cette occasion une frégate française. Elle a violé l'espace territorial de Chypre en rentrant unilatéralement à Varosha qui est une zone considérée comme neutre par l'ONU. Elle a organisé une crise migratoire à la frontière de la Grèce et de la Bulgarie au début de la crise du coronavirus et tout ce qui fait réagir les européens, c'est qu'il manque un fauteuil pour la Présidente de la commission. Je crois que nous avons perdu le sens de ce qui est en train de se jouer et c'est particulièrement choquant. J'ai été effectivement à Erevan, en Arménie, le jour où cela s'est produit, il est particulièrement choquant que nous ayons été si silencieux quand la Turquie et l'Azerbaïdjan ont fait 5000 morts arméniens au cours des derniers mois et que nous ne parlons contre la Turquie que lorsqu'un fauteuil manque à la Présidente de la commission."

Des sujets extrêmement importants et qui montre le constat que "les français sont à des années lumières de ces grands sujets".

L'interview complète :



François-Xavier Bellamy et Patrick Roger sur Sud Radio

Cécile de Ménibus :

7h42, le petit déjeuner politique ce matin. C'est François-Xavier Bellamy, Député Européen, Les Républicains.

Patrick Roger :

Bonjour François-Xavier Bellamy

François-Xavier Bellamy :

Bonjour.

PR :

Vous rentrez d'Arménie. On va parler de la région dans un instant avec les influences turques notamment et les russes. Avant ça, un point sur l'accélération de la vaccination pour les plus de 55 ans à partir d'aujourd'hui. Alors que demeure la défiance Astra Zeneca notamment. Vous le député européen, est-ce que vous avez le sentiment que la France est dans les temps ou elle est à la traîne ?

FXB :

La France est évidemment à la traîne et malheureusement le problème.

PR :

Aujourd'hui, elle est encore à la traine ?

FXB :

En tout cas, elle rattrape son retard mais il y avait du retard à rattraper parce que nous n'avions pas anticiper sur la logistique de cette opération vaccinale. J'espère que ce sera rattrapé le plus vite possible pour qu'on puisse retrouver le plus vite possible, une vie normale. C'est le plus important.

PR :

Est-ce qu'il faut vacciner d'urgence les enseignants ? Vous, l'ex-prof justement enseignant.

FXB :

Il faut que tous les français, d'une manière générale, ait accès au vaccin. La difficulté de la priorisation c'est que en réalité à un certain point, tout le monde est prioritaire. Bien sûr pour les enseignants, ce qui est difficile, c'est d'être confronté à cette épidémie qui devient de plus en plus contagieuse chez les plus jeunes avec les variants mais encore une fois, le plus important, maintenant, vous savez il y a 850 000 professeurs en France donc avec cette échelle de priorité, il faut vraiment que tous les français puissent avoir accès à la vaccination.

PR :

Autour de vous, on a confiance dans les vaccins ?

FXB :

Oui, je crois en tous les cas que le vaccin est un outil fondamental pour sortir de cette crise. Maintenant, encore une fois, le problème c'est plutôt celui de notre organisation et de la logistique. Et je crois qu'il faudra en tirer tous les enseignements à l'issue de cette crise parce que elle aura réellement révélée la grande fragilité de notre Etat lorsqu'il s'agit justement de faire face à une situation d'urgence. Aujourd'hui c'est une épidémie, demain ça pourrait être une situation de conflit, ça pourrait être un incident d'une toute autre nature. Nous ne sommes plus prêts à faire face avec la résilience nécessaire pour reprendre un

mot en vogue "à des crises de grandes échelles".

PR :

Lourdeur donc au sein de notre administration, c'est ce que l'on a dit beaucoup. Manque de souplesse, de réactivité peut-être. Lourdeur aussi de l'Europe que vous côtoyez maintenant en étant Député européen ?

FXB :

Bien sur. Mais encore une fois, aujourd'hui, le principal problème c'est trouver en France dans la vaccination. Combien même nous aurions eu plus de doses en provenance de l'Europe, qui avait la charge de négocier pour les Etats européens, la livraison des vaccins. Combien même ça aurait été plus rapide du point de vue européen, nous n'aurions pas eu la capacité d'absorber ces doses et donc la situation est complètement différente dans un pays comme l'Allemagne.

PR :

C'est peut-être pas évident. Peut-être qu'on n'aurait pu monter des vaccinodromes plus tôt et puis les généralistes étaient prêts.

FXB :

Oui mais le fait est, qu'on ne l'avait pas fait et que, on a encore une fois échoué sur les masques au début de l'épidémie, on a échoué sur les tests et ensuite même sur les vaccins dont pourtant l'horizon était parfaitement connu. On n'était pas encore prêt.

PR :

François-Xavier Bellamy, sur un plan politique, alors les Maires ont été sollicités sur le maintien ou non ou le report des Régionales. Ils doivent donner leur avis jusqu'à midi aujourd'hui. Quel est votre avis vous ?

FXB :

D'abord, le processus est complètement ubuesque. On envoie aux Maires, avec des modalités très variées selon les Départements, une demande de réponse vendredi à 17h00 pour aujourd'hui à midi sur la question de savoir si il faut ou non organiser les élections Départementales et Régionales.

PR :

C'est quel est leur sentiment ? Oui, ben...

FXB :

Il y a des associations pour ça, il y a l'association des Maires de France qui avait déjà rendu ses conclusions, il y a des organisations d'Elus. On peut aussi, si on veut évidemment consulter les Maires, le faire avec un peu plus de temps. Mais là, on les met aux pieds du mur et évidemment, un Maire voit par définition, j'ai été adjoint dans ma ville, un Maire voit par définition les complexités logistiques qu'une opération de cette nature va créer. Je crois que reporter les élections, ce serait une forme de fuite en avant inquiétante. Les élections ne sont pas une option en démocratie et je dis pas ça parce que tout le monde est très pressé de voter pour les élections Régionales ou les élections Départementales mais parce que si nous sommes en démocratie, nous devons nous tenir à nos règles. Nous devons tenir à nos règles. Le calendrier électoral n'est pas un plaisir, c'est une exigence qui s'impose y compris aux citoyens. C'est comme si on envoyait aux Maires une sorte de sondage pour leur demander si les français devaient payer leurs impôts. Mais je veux dire par là que le devoir électoral, c'est un devoir qui nous lie et..

PR :

Aujourd'hui on a la capacité d'organiser ces élections, quoi, ce que vous dites ?

FXB :

Tous les pays européens organisent leurs élections dans des conditions normales et l'ont fait y compris dans des moments où le pic épidémique était plus important que celui auquel on aura à faire face très probablement en juin. On nous dit d'ailleurs que les écoles vont ouvrir en avril, on nous propose un calendrier de décloisement de la vie à partir du mois de mai. Pourquoi est ce qu'on pourrait pas voter en juin. J'ajoute un dernier point. Les Pays-Bas ont voté, le Portugal a voté, la Bulgarie vient de voter tout récemment. Si la France n'est pas capable d'organiser ses élections, elle donne un spectacle désolant et si c'est l'exécutif qui les reporte, il sera évidemment soupçonné, et c'est plus qu'un soupçon, d'utiliser à des fins politiciennes un problème d'organisation. Pourquoi les Municipales ont donné 2,2% aux listes de la République en Marche ? Dans ces conditions, on

comprend que le Pouvoir ait intérêt à reporter les élections mais ça nous plongerait dans une crise, véritablement, une crise.

PR :

Est-ce que vous voulez dire par là pour conclure sur ce sujet François-Xavier Bellamy, que le Gouvernement se défausse un peu aussi sur les Maires, quoi ?

FXB :

Bien sur.

PR :

S'il y a une remontée négative des Maires qui ont un petit peur de prendre des risques ?

FXB :

M tout le monde comprend la manœuvre, la ficelle est tellement grosse, ça en est tellement révoltant. Et encore une fois, je ne dis pas ça parce que, j'aurais le sentiment que l'urgence absolu est de maintenir ces élections pour des raisons pratiques. Il y a évidemment en soi, on trouvera pleins de bons arguments pour expliquer que c'est pas une urgence. Mais encore une fois, la condition dans la vie démocratique, c'est de se tenir aux règles qu'on s'est à soi-même fixées et de ce point de vue là, du point de vue du principe, ce serait une dérive extrêmement inquiétante.

PR :

Comment analysez-vous les résultats du sondage IFOP-Fiducial pour Sud Radio et le JDD hier ? Dans tous les cas de figures, Bertrand, Péresse, Wauquiez, Retailleau, et bien le candidat de la droite ne parvient pas à se hisser au second tour et rien n'empêche le duel Macron - Le Pen.

FXB :

Ecoutez, j'ai beaucoup de respect pour le travail des sondeurs qui est toujours intéressant pour décrire une photographie de l'opinion mais ce qui est absolument certains, c'est que si les sondeurs avait du décider du résultats des élections, l'histoire de France aurait été radicalement différente. A un an de

l'élection présidentielle, un sondage ne dit pas ce qui va réellement se passer.

PR :

C'est une photo.

FXB :

Je crois que cette photo, elle indique que notre famille politique a un travail important à faire pour pouvoir reconquérir sa place dans l'opinion publique et pour pouvoir représenter une alternative pour les français à l'occasion de cette élection présidentielle mais ça ne dit pas et je crois qu'il faudrait surtout se garder de cette interprétation hâtive, ce qu'il en sera réellement du rapport de force. Je crois que les français, fondamentalement, et c'est le grand paradoxe dans lequel nous sommes plongés aujourd'hui et la cause de la crise politique que nous traversons. Les français ne voteront pas par enthousiasme ni pour Emmanuel Macron, ni pour Marine Le Pen. Ce sont maintenant deux votes pour écarter ce qui est interprété comme un pire, ce ne sont pas des votes d'espoir. Il faut un vote d'espoir, il faut une alternative qui fasse envie aux français et c'est la raison pour laquelle...

PR :

Ben oui mais alors qui ? C'est Xavier Bertrand à droite qui est le vote d'espoir et d'enthousiasme que vous dites, ça va pas très loin. C'est lui le mieux placé mais ça ne va pas très haut quand même.

FXB :

C'est la raison pour laquelle, je dis que notre famille politique a encore, devant elle, un énorme travail à faire pour reconstituer une alternative.

PR :

Avec d'autres candidats potentiels d'ailleurs ?

FXB :

La question n'est même pas seulement celle du candidat.

PR :

L'hypothèse Barouin, Larcher par exemple ?

FXB :

La question n'est même pas seulement celle des candidats, la question c'est celle de la ligne politique que nous défendrons et c'est sur ce travail de fond qu'il faut nous concentrer aujourd'hui. Ce que notre famille politique est déjà en train de travailler mais on voit bien que l'essentiel est devant nous.

PR :

Oui. François-Xavier Bellamy, je le disais, vous rentrez d'Arménie. Vous alertez sur la situation dans la région autour de la Turquie. A ce sujet d'ailleurs, est-ce que l'Europe aurait du réagir autrement après ce qui s'est passé, l'humiliation subie par Ursula Von Der Leyen il y a quelques jours face au Président Erdogan et le Président du Conseil Européen Charles Michel aussi ?

FXB :

Ecoutez Patrick Roger, oui c'était une humiliation. Il manquait un fauteuil pour la Présidente de la commission européenne mais prenons un tout petit peu de recul et regardons ce qui vient de se passer au cours de l'année écoulée. Juste l'année écoulée. Pendant l'année écoulée, la Turquie a violé l'embargo sur les armes en Lybie, elle a envahi la Syrie et elle a tiré sur les kurdes qui nous avait aidé à vaincre l'Etat Islamique, elle a envahi l'Arménie avec l'Azerbaïdjan et elle s'est rendue, dans cette opération, coupable ou complice de crimes de guerre qui durent encore aujourd'hui. Elle a violé la souveraineté de la Grèce, sa souveraineté aérienne et son espace maritime. Elle a menacé à cette occasion une frégate française. Elle a violé l'espace territorial de Chypre en rentrant unilatéralement à Varosha qui est une zone considérée comme neutre par l'ONU. Elle a organisé une crise migratoire à la frontière de la Grèce et de la Bulgarie au début de la crise du coronavirus et tout ce qui fait réagir les européens, c'est qu'il manque un fauteuil pour la Présidente de la commission. Je crois que nous avons perdu le sens de ce qui est en train de se jouer et c'est particulièrement choquant. J'ai été effectivement à Erevan, en Arménie, le jour où cela s'est produit, il est particulièrement choquant que nous ayons été si silencieux quand la Turquie et l'Azerbaïdjan ont fait 5000 morts arméniens au cours des derniers mois et que nous ne parlons contre la Turquie que lorsqu'un fauteuil manque à la Présidente de la commission.

PR :

Oui mais c'est une illustration, peut-être ?

Quand la Turquie insulte l'Europe et viole continuellement le droit international, l'Europe, elle, elle regarde un sofa et je crois que malheureusement, c'est le signe que nous avons encore une fois, sans doute, perdu la conscience de ce qui est en train de se jouer.

PR :

Mais c'est une faiblesse de l'Union Européenne, quoi, c'est ça ?

FXB :

Bien sur.

PR :

Et c'était un symbole, peut-être à travers ce geste ?

FXB :

Cette faiblesse, l'Europe la met en scène, elle-même, lorsque la Présidente de la commission et le Président du conseil se déplacent en grands appareils à Ankara pour aller rencontrer Monsieur Erdogan. Bien sur qu'il faut discuter avec la Turquie. La diplomatie c'est fait pour parler avec des gens, avec qui, vous n'êtes pas d'accord mais on aurait du convoquer Monsieur Erdogan à Bruxelles ou on aurait du entretenir avec lui des relation sur la base d'une remise à plat de tout ce qui ne va pas encore une fois. Il y a quelques années, la Turquie avait comme doctrine géopolitique : "*Pas de problèmes avec ses voisins*". Aujourd'hui, la réalité c'est qu'il n'y a pas un seul voisin avec lequel la Turquie n'ait pas un problème. C'est une stratégie de destabilisation globale qui produit tous les problèmes que la Turquie explique ensuite qu'elle est seule à pouloir résoudre. Il est, encore une fois, impossible et intenable de laisser se faire cette situation et nous le devons, encore une fois, si nous devons défendre nos intérêts mais nous le devons aussi si nous voulons assumer notre devoir, y compris notre devoir moral auprès de toutes les victimes de cette politique que Monsieur Erdogan mène aujourd'hui.

PR :

De quoi l'Europe a peur, alors, face la Turquie ?

FXB :

L'Europe a peur de son ombre. Elle a peur d'assumer qu'elle a des intérêts à défendre. Elle a peur d'engager un rapport de force. Bien sur, on sait très bien comment ça se joue.

PR :

C'est compliqué, si vous partez, si vous lancer l'Europe sur un rapport de force, François-Xavier Bellamy avec la Turquie. C'est explosif un petit peu.

FXB :

Mais il n'y a pas d'autres options encore une fois. Je dis pas qu'il faut rentrer en guerre avec la Turquie. Je dis juste que le seul moyen d'avoir avec la Turquie des relations qui soient stables, qui soient saines, c'est de parler le langage de ce rapport de force qu'elle ait, qui est le seul qu'elle comprenne d'une certaine manière. On nous dit que la Turquie est ce qui retient aujourd'hui une crise migratoire en Europe. D'abord, il est absolument délétère que l'Europe ait confié à la Turquie ce rôle de prestataire de sa politique migratoire. C'est la raison pour laquelle il est urgent que l'Union Européenne puisse enfin mettre en œuvre une stratégie affirmée pour maîtriser ses frontières. Tant que nous dépendrons d'une puissance comme la Turquie pour maîtriser nos frontières, évidemment que nous serons dépendant et écrivemment que nous en resterons à cette espèce de passivité confondante. Et il y a aussi, évidemment, la voix de l'Allemagne dans le débat européen. On sait qu'il y a en Allemagne une communauté turque importante. Il y a aussi une communauté turque en France et ça ne doit pas empêcher d'entretenir avec la Turquie des relations fondées sur la vérité et sur une exigence de justice. Encore une fois, il ne s'agit pas d'entrer dans une sorte d'escalade du conflit mais il s'agit seulement de mettre sur la table tous ces sujets et de sortir enfin de ce silence qui est, je le répète, une insulte à nos principes.

PR :

Alors, il n'y a pas que du silence puisque Emmanuel Macron, on s'en souvient, avait haussé le ton et ensuite il y a eu une escalade qui a été un peu dangereuse et il a été obligé de calmer le jeu donc l'attitude est délicate à adopter, non ?

FXB :

Non, mais je suis évidemment dans l'opposition à Emmanuel Macron. Ça ne m'enpêche pas de dire que sur ce sujet là, je suis fier et reconnaissant envers le Président de la République qu'il ait été parmi les seuls à avoir une parole forte et à mener une action concrète. Il a été, par exemple, l'un des seuls à dénoncer l'agression que l'Arménie avait subi au cours de la dernière guerre. Ce n'était pas un regain de violence à une frontière, c'était réellement une attaque planifiée, concertée. Il fallait nommer cela et commencer par le nommer. C'est déjà très important. Il me semble que aujourd'hui, le problème est que la France soit trop isolée dans le débat européen, qu'elle soit trop isolée à l'intérieur de l'OTAN et tout le travail que nous avons à faire, c'est d'arriver à convaincre nos partenaires européens. C'est aussi pour cela que j'ai été en Arménie pour aller voir sur le terrain comment les choses s'étaient passées, pour pouvoir revenir à Bruxelles avec les urgences qu'il nous faut aujourd'hui travailler. La première d'entre elles, c'est effectivement la situation des prisonniers de guerre arméniens qui sont retenus en otage, il n'y a pas d'autres mots, par l'Azerbaïdjan au mépris du droit international et de ses propres engagements. Toute l'Europe peut encore se rattraper de son absence ces derniers mois si elle exige de l'Azerbaïdjan la libération de ses otages et elle l'obtiendra et elle montrera par cela que l'Arménie n'est pas seule. Que l'Europe est à ses côtés comme elle le doit parce que nous sommes liés à l'Arménie par une histoire, par une civilisation commune et puis le deuxième sujet majeur, c'est la destruction qui est actuellement en cours, malheureusement, du patrimoine culturel, du patrimoine religieux arménien sur les terres que l'Azerbaïdjan a reprise sur ces terres où vivaient des arméniens depuis des siècles. L'Azerbaïdjan est en train d'imposer un déni historique en détruisant ce patrimoine qui est aussi le patrimoine de toute l'humanité. Dans quelques jours, nous allons commémorer le génocide arménien. Ce génocide, vous le savez, il est encore l'objet d'un déni historique de la part de la Turquie, de la part des pays qui l'entourent. C'est Monsieur Erdogan lui-même qui avait expliqué que les parlementaires allemands d'origines turcs, qui avaient voté pour la reconnaissance du génocide, avait un sang impur et qu'il fallait les châtier pour cela. Ce déni historique, nous n'avons pas le droit de le laisser être perpétré et nous voyons bien que dans la destruction actuelle, des églises arméniennes, des Khatchkars, ces croix que les arméniens ont laissé derrière eux sur ses territoires qui étaient les leurs et bien nous voyons bien que ce déni de réalité prépare encore, malheureusement, le pire pour l'avenir, si nous le laissons s'accomplir.

PR :

Allez, après ce dossier arménien et turc, François-Xavier Bellamy, dernière question avec Cécile de Ménibus, Cécile.

CDM :

Oui, après une semaine de polémiques autour des diners clandestins, sur une hypothétique présence d'un Ministre en fonction, quel regard vous portez sur cette affaire qui a noyé l'ensemble des autres sujets ?

FXB :

Mais, le plus grave me semble être que cela ait noyé l'ensemble des autres sujets. Bien sur il faut respecter les règles, bien sur ces règles sont pesantes pour tous les français et par conséquent il est nécessaire que les élus soient exemplaires mais il me semble que dans cette espèce d'incroyable situation dans laquelle une rumeur, parce que ce n'était qu'une rumeur à agiter tout le débat public pendant plusieurs jours. Je vois le symptôme de la fragilité, n'ayant pas peur des mots, de la médiocrité de notre débat public. A côté des enjeux qu'on vient d'évoquer, à l'instant, comment comprendre que toute l'attention collective était focalisée sur un sujet comme celui-ci. Moi j'ai été en Arménie pendant cette période-là. Effectivement, je rentrais le soir en regardant Twitter et je me disais mais les français sont à des années lumières de ces grands sujets qui déterminent aujourd'hui notre avenir et qui se jouent sur la scène internationale, sur la scène européenne, et aussi bien sur, dans le débat public national.

CDM :

Ça veut dire quoi ? Que nous on regarde que franco-français ?

FXB :

C'est une question qui se pose à tous acteurs du débat public, les politiques, les médias et j'ai le sentiment que nous accordons aux sujets qui viennent à notre attention une importance inversement proportionnelle à leurs significations réelles. Et au fond, dans cette espèce de mini chasse aux sorcières pendant quelques jours on a eu le sentiment, que tout ce qui passionnait notre débat public, c'était la hantise que quelqu'un, quelque part, vive normalement dans cette période de Covid.

PR :

Ah ben normalement non, puisqu'il y a de l'exemplarité qui est demandé par les autorités.

FXB :

Bien sur. Je veux dire, normalement, dans le sens où quelqu'un continue d'aller au restaurant alors qu'on en est privé.

PR :

Et ben, c'est fermé.

FXB :

Évidemment, encore une fois, je le redis, évidemment, il faut ce que chacun s'applique les règles qui sont imposées à tous. C'est absolument nécessaire dans une période où ces règles sont extrêmement pesantes pour beaucoup où elles causent tant de détresses, tant de détresses sociales, tant de détresses humaines. Il n'en reste pas moins qu'en encore une fois, je crois que nous avons des sujets d'une échelle encore plus importante à traiter.

PR :

Merci François-Xavier Bellamy, Député européen Les Républicains, qui était l'invité ce matin de Sud Radio.



Cécile de

Ménibus, François-Xavier Bellamy et Patrick Roger sur Sud Radio

Sources :

